

Les candidat-e-s **Socialistes** aux élections cantonales genevoises 2018

Conseil d'Etat: Liste n°1 "Les Socialistes"



Anne Emery-Torracinta



Thierry Apothéloz



Sandrine Salerno

Grand Conseil: Liste n°3 "Les Socialistes"

Emery-Torracinta Anne	Mizrahi Cyril	Fabre Michel
Apothéloz Thierry	Casares Maria	De Battista Régis
Salerno Sandrine	Pomatto Michel	Deonna Emmanuel
De Sainte Marie Romain	Strasser Léna	Tombola Jean-Pierre
Kast Carole-Anne	Kokot Guilhem	Keel Théo
Wenger Thomas	Romano Maria-	Lapalud Patrick
Marti Caroline	Vittoria	Barry Thierno
Bandler Marko	Mussa Youniss	Halimi Hysri
Moyard Salima	Osmani Xhevrie	Gajardo Jorge
Dandrès Christian	Esteban Diego	Alonso Unica Manuel
Verissimo De Freitas	Baillon-Lopez Glenna	Baldini Frédéric
Helena	Eya Nchama Cruz Melchor	Bruchez Thomas
Carasso Grégoire	Acosta Brandrup Gladys	Benda Benjamin
Sobanek Marion	Chiaradonna Denis	Burkhard Roland
Thévoz Sylvain	Luthi Badia	Bosshard Pierre-Yves
Conti Jennifer	Clémence Nicolas	Kurteshi Ismet
Staub Martin	Vatré Patricia	 Parti socialiste genevois
Valiquer Grecuccio Nicole	Zimmermann Michel	Rue des voisins 15
Rielle Jean-Charles	Viret Cécilia	1205 Geneve
Gavilanes Amanda	Velasco Alberto	www.ps-ge.ch

Spécial élections cantonales

#JEVOTEPS

Les Socialistes de Meyrin-Cointrin

case postale 230 - 1217 meyrin 1
www.psmeyrin.ch

Graphisme : atelier©Marendaz2018
Photos : Djoon&Sanaa
Impression : Moléson
Editeur responsable : Michel Fabre

*engagez-vous!
rejoignez-nous!*



Les Socialistes
de Meyrin-Cointrin

Edito d'Aldo

Le coup de gueule du président



Aldo Ortelli
Président,
conseiller municipal

Episode 1:

Un grand coup de gueule ! En effet notre commune et notre administration viennent de vivre une fin d'année des plus difficiles, sans raison. La situation était parfaitement sous contrôle, un budget largement bénéficiaire avait été proposé et voté par la majorité de notre conseil communal. Pourtant ce n'était pas évident. Meyrin est une ville en pleine évolution (*et mutation*). Modifications d'une ampleur jamais connues depuis la naissance de la Cité. Les premiers habitants se sont installés dans le nouveau quartier des Vergers, une nouvelle école et deux nouvelles crèches sont en cours de réalisation ; de nombreuses surélévations d'immeubles sont prévues ; le cœur de la cité va connaître des profondes mutations ; le lac des Vernes et le jardin Robinson furent inaugurés ; la zone industrielle est en pleine effervescence avec l'arrivée de nouvelles technologies ; tout cela pour ne citer que quelques exemples. En deux ans la population va augmenter de 19%. Nous nous trouvons à un moment charnière, Meyrin quitte enfin son statut de cité-satellite pour enfin devenir une ville !

Il est évident qu'une telle mutation demande un grand effort en termes de moyens financiers et humains, d'où un budget en augmentation de 12% et 42 nouveaux postes dont 20 pour la petite enfance, **sans augmentation de la fiscalité** ! C'est un exploit !

Mais voilà ! Le PLR, l'UDC et le MCG ont lancé un *référendum* contre ce budget et plus particulièrement *contre la ligne concernant le financement de tous les nouveaux postes*, y compris pour le personnel des crèches et de la nouvelle école des Vergers et dans un mépris total des besoins réels de la population et des collaborateurs qui, vu l'aspect suspensif du référendum, se sont trouvés au 31 décembre sans contrat de travail ! Un combat d'*arrière-garde*, du siècle passé, d'une vision de Meyrin figé, craintif face à l'évolution accélérée et inévitable de notre société. Une vision qui privilégie une minorité. A quoi peut bien servir la reprise économique si les gains ne sont pas distribués équitablement ! Et pourquoi avoir accepté une telle croissance de la population, s'il n'y a pas le courage politique d'en assumer les conséquences sur le plan des postes de travail nécessaires au développement de Meyrin ?

Bien sûr, dès que l'on parle de fiscalité nous nous sentons tous concernés ! Les *travailleurs-euses* payent trop d'impôts, car le système actuel taxe d'avantage le travail que la finance. Mais ne nous laissons pas tromper. Ce n'est pas en agissant sur la partie communale que les choses s'amélioreront substantiellement ! Un centime additionnel ne représente, pour une très grande majorité, que *quelques dizaines de francs* sur la totalité de l'impôt annuel. Le combat est ailleurs !

Heureusement le référendum n'a pas abouti ! Malgré les arguments mensongers qui ont pu tromper une partie des signataires. Meyrin peut repartir et regarder l'*avenir* avec confiance.

*Cultiver
l'amour
du débat
et le goût
des autres*

Le coup de pouce

Episode 2:

Comme il a été dit dans le premier épisode, la ville de Meyrin est à un tournant de son histoire. En pleine expansion, elle doit se réinventer, devenir suffisamment attrayante pour que les entreprises et les nouveaux habitants puissent s'y installer et la faire prospérer.

Les Socialistes de Meyrin-Cointrin se sont fortement engagés dans cette dynamique et souhaitent que ces changements puissent profiter à toutes et à tous les Meyrinois, sans distinction. Ses élus se mobiliseront encore et toujours pour une ville solidaire, sociale, sûre, culturelle, écologique, progressiste et favorable aux entreprises. Pour que toutes les couches de la population soient entendues et que les prochains défis et mutations de notre société soient intégrés dans notre politique communale.

Pourtant une partie importante des problèmes et des projets, tels que les transports publics, les problèmes de circulation, les nouveaux plans d'urbanisation nous échappent, étant du ressort des autorités cantonales. Et Meyrin est souvent oublié !

C'est, *entre autres*, pour représenter et défendre les intérêts Meyrinois à ce niveau, que quatre de nos membres se sont portés candidats à l'élection du grand conseil du 14 avril. Vous trouverez dans ces pages leur portrait et leur profil. Quatre candidats de valeur qui sauront donner le coup de pouce suffisant pour que nous ne soyons pas oubliés !



Les candidat-e-s du parti socialiste de Meyrin-Cointrin au Grand Conseil:

Pour
qui voter
le 15 avril 2018 ?



Conseillère municipale à Meyrin

25 ans, étudiante en master de politique et management publics à l'Université de Lausanne, Conseillère municipale et candidate au Grand Conseil pour plus d'équité sociale, pour un maintien de nos acquis sociaux et des valeurs de partage, d'inclusion, d'intégration et de solidarité chères au PS et qui font mes convictions politiques de tous les jours. Le PS a su consolider cette authenticité en restant au plus proche des attentes de la population et à l'écoute de ses préoccupations. C'est pour faire progresser ces idées que je souhaite m'engager dans chacun des combats auxquels notre canton devra faire face.



Président du conseil municipal
de Meyrin, Vice-Président
du parti socialiste genevois

J'ai choisi de me présenter à cette élection cantonale, pour une meilleure représentation des grandes communes suburbaines de la rive droite, qui sont les parents pauvres de la députation genevoise. Mais aussi pour faire valoir les propositions socialistes en matière d'emplois, de logement, de fiscalité et de mobilité. Durant la prochaine législature, d'importants chantiers nous attendent : réussir la réforme de la fiscalité des entreprises, le projet score et la recapitalisation de la caisse de pension des employés de l'Etat, pour ne citer que ces projets. Je souhaite, tout en restant fidèle à mes valeurs de gauche, pouvoir activement contribuer au succès du canton de Genève.



Conseillère municipale à Meyrin

Je me présente au Grand Conseil, car cela s'inscrit dans la continuité de mon combat politique. Un combat fondé sur des valeurs opérant pour tout le monde sans distinction. Notre Genève a beaucoup de thématiques méritant d'être défendues pour assurer les droits des oublié-e-s du système. C'est pour cela que j'aimerais avec mes camarades faire entendre la voix des socialistes. Celle qui prend cette population en considération dans ses actions. Actuellement, nous avons lancé des initiatives pour, entre autres, la culture, les assurances, le logement. Cela montre à quel point le parti socialiste opère dans une vision plus globale. Cette dynamique nourrit ma détermination à continuer mon combat au niveau cantonal.



Conseiller municipal à Meyrin

Étudiant en 2ème année de Master en Gouvernance européenne à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (Sciences Po Grenoble), conseiller municipal et candidat au Grand Conseil, 30 ans. Engagé au PS Meyrin-Cointrin depuis 2010 et conseiller municipal depuis 2015, je me suis porté candidat PS au Grand Conseil pour défendre les valeurs d'inclusion, du vivre-ensemble et de partage auxquelles je suis fortement attaché et qui s'inscrivent pleinement dans les convictions socialistes. Pour toutes et tous, sans priviléges !

Fiscalité: chacun pour soi ?

Par les temps qui courrent, il est peut-être utile de rappeler le rôle de la fiscalité. L'impôt ne sert pas à financer les lubies de quelques politiciens mais bel et bien à redistribuer les richesses. Cette redistribution se concrétise par la mise à disposition pour les citoyens et de l'économie d'infrastructures publiques de qualité ainsi que de services publics efficents, utilisables par toutes et tous. La gestion de cette manne est le rôle majeur des collectivités publiques élues par le peuple. L'impôt assure également la solidarité entre les mieux lotis et les plus faibles, cette solidarité qui semble s'être envolée dans les limbes du libéralisme hors de contrôle, évaporée et remplacée par « je paye ce que je consomme » (à l'image des initiateurs du « No-Billag »). Pour être efficace l'impôt doit être juste, équilibré et proportionné. Il devrait être le fruit d'un accord discuté entre les représentants du peuple.

Dans ce contexte, que penser des propositions du PLR visant à une baisse linéaire de la fiscalité des personnes physiques dans le canton de Genève ou du référendum meyrinois prétendument fiscal ? À première vue, tout le monde souhaite payer moins d'impôts. Mais est-ce vraiment dans l'intérêt du citoyen ? Poser cette question, c'est déjà y répondre. Dans une situation budgétaire déjà tendue au niveau cantonal, une baisse de la fiscalité entraînerait de facto une baisse des prestations à la population et une privatisation rampante des services publics. Or cette privatisation entraîne des coûts, et je reste convaincu que si le citoyen doit payer les services publics privatisés, l'addition lui sera au final plus lourde que de payer des impôts. L'exemple de l'assurance maladie en est une parfaite illustration : en mains privées, elle nous coûte une véritable fortune.

Les enjeux cantonaux de la prochaine législature sont très importants : réussir la réforme de la fiscalité des entreprises (PF17), la légitimité du projet score ou encore la recapitalisation de la caisse de pension des fonctionnaires (CPEG). Sans négociations et si la droite parvient à imposer ses vues, tous ces projets vont créer des trous béants dans les recettes de l'Etat, en particulier PF17.

Les propositions du programme du Parti Socialiste en matière fiscale sont claires. Accroître la progressivité de l'impôt et supprimer les outils fiscaux permettant les exonérations d'impôts pour les plus riches. Réussir PF17 avec des pertes fiscales raisonnables et des mesures compensatoires significatives. Tout ceci demande de pouvoir négocier et non de se faire imposer une vue totalement libérale.

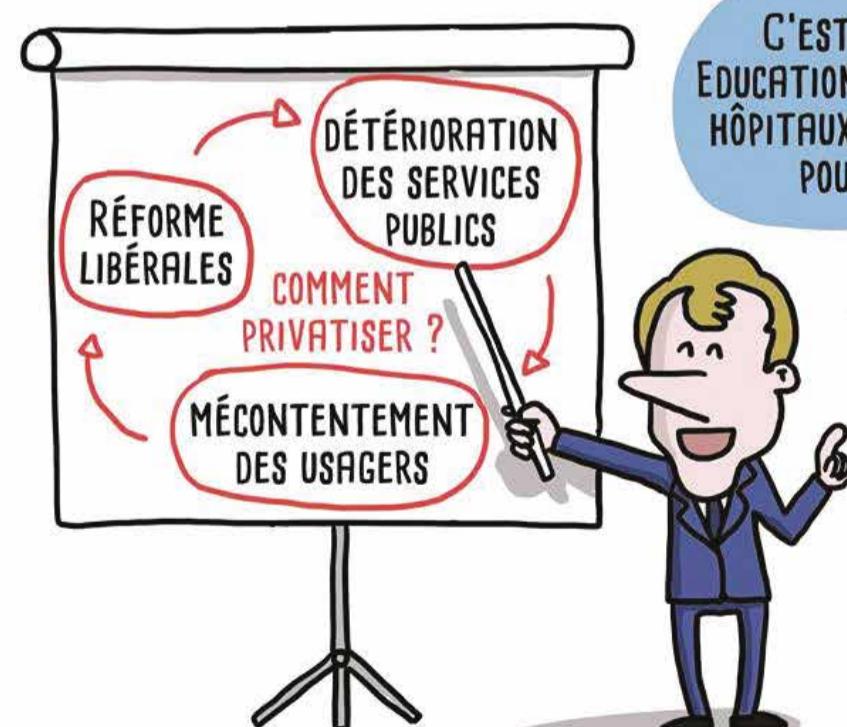
Au vu de ce qui précède je vous invite, au travers de votre bulletin de vote, de faire barrage aux candidats dogmatiques, notamment les porteurs du référendum meyrinois « halte à la confiscation fiscale à Meyrin ». Je vous suggère d'élire des candidats bien plus aptes à la négociation et au consensus en votant notamment pour la liste numéro 3 « Les Socialistes ».



Michel FABRE

Président du Conseil Municipal de Meyrin
Vice-président du parti socialiste genevois
Candidat au Grand Conseil

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Allan
BARTÉ



Stop au racket des citoyens par les assurances-maladie

Depuis plusieurs années les primes d'assurance-maladie ne cessent d'augmenter et Genève est l'un des cantons où les primes sont parmi les plus élevées. Cette hausse des primes vient s'ajouter à la folie des prix de l'immobilier genevois alors que les salaires, eux, stagnent.

Cette hausse des primes alourdit très considérablement les charges des ménages alors qu'ils sont déjà de plus en plus nombreux à éprouver des difficultés à joindre les deux bouts.

Pour pallier à cette situation, le Parti socialiste genevois, avec les deux autres groupes de l'Alternative, a lancé en novembre 2017 une initiative afin de plafonner les primes d'assurance-maladie à 10% du revenu des ménages genevois. En d'autres termes, cette initiative vise à alléger les charges des ménages en termes de primes d'assurance-maladie en poussant le Canton à adapter ses subsides d'assurance-maladie afin qu'il prenne en charge les primes dépassant les 10% des revenus des ménages. Dans ce sens, cette initiative se révèle être indispensable pour une grande partie des ménages genevois et leur permettrait de souffler quelque peu face à des charges financières de plus en plus lourdes.

Soucieux de préserver et de lutter pour le bien-être du plus grand nombre, les Socialistes ont toujours su être proches et à l'écoute de la population et de leurs préoccupations en se mobilisant et en ramenant ces préoccupations sur la scène politique et cette initiative n'en est qu'une illustration parmi tant d'autres.

« L'histoire n'est pas dans les mots, elle est dans la lutte. » Paul Auster



Hysri HALIMI

Pour toutes et tous, sans priviléges !

Les plus vulnérables

Trop chère la vie à Genève! En tenailles entre l'inflation du prix des loyers et des augmentations de primes qui ne font que nous étouffer, certaines classes ne cessent de s'appauvrir et le bilan est préoccupant. C'est à croire qu'il y a un manque de conscience politique sur le sujet: les inégalités se creusent toujours plus, ce qui amène à une précarisation de plus en plus croissante de certaines couches de la population. Et les facteurs sont multiples: manque de revenus, nous garantissant à peine le minimum vital; maladie, accident; vieillesse; solitude; familles monoparentales: autant de facteurs qui font qu'aujourd'hui nombre de personnes et de familles sont à risque. Rappelons que les personnes âgées sont parmi les personnes les plus touchées, réduites à de faibles rentes qui les portent souvent au bord de la précarisation, et confrontées à une solitude invisible qui les maintient à l'écart du tissu social sans qu'on s'en aperçoive. Quant aux familles monoparentales, le parent doit travailler davantage pour joindre les bouts. Enfin, il ne faut pas oublier que les jeunes eux aussi sont aussi beaucoup touchés par le chômage.

Il faut agir pour les gens! L'action sociale du canton et des communes est prépondérante et les transferts sociaux sont plus qu'importants pour notre société ! Il va sans dire que sans aide sociale et un minimum de coordination et de volonté politique, les écarts ne pourront être comblés. Il est plus que nécessaire de maintenir les prestations sociales sans lesquelles le taux de pauvreté augmenterait significativement, tout en s'attaquant en même temps aux facteurs causaux de ces dégradations (protection sociale, proximité, politique familiale, formation, lutte contre l'exclusion etc.).

Ne laissons pas ces constats dissimulés et ignorés par des discours austères...



Xhevrie OSMANI

Pour l'accès à la formation continue à tout âge.

Mère de famille, j'ai repris mes études à 42 ans. Sur le terrain, j'ai pu constater le faible investissement politique pour faciliter l'accès à la formation continue pour tout âge. Est-il utile de rappeler que la formation continue constitue dans le monde d'aujourd'hui un instrument fondamental pour la construction d'une carrière professionnelle ? Mais dans notre Canton, elle est limitée à être un levier postscolaire orienté plus particulièrement sur le début de la vie professionnelle. De ce fait, elle n'offre pas ou peu de perspectives professionnelles aux adultes, notamment à celles et ceux qui ont plus de quarante ans. D'autant plus que la politique de la formation professionnelle, dont on peut saluer la diversité de l'offre, est construite quasi-exclusivement autour de la priorité de l'accès à l'emploi aux jeunes.

Notre politique socio-économique doit travailler avec une vision globale et large. Elle doit fournir plus d'effort à l'égard des exclus du système social. On peut facilement et tristement remarquer qu'avec la politique actuelle, on n'a pas réussi à résoudre le problème du chômage, ni celui des jeunes ni celui des plus de cinquante ans. De ce fait, il n'est pas raisonnable de continuer avec une stratégie dont la conception de la formation se joue uniquement à l'école et sur le début de la vie professionnelle.

En tant que socialiste et avec ma propre expérience, je pense qu'il est temps de rompre avec cette idée illusoire. En effet, l'âge ne doit pas être une barrière empêchant l'accès à la formation, ni un facteur défavorable à la promotion sociale. Fort de ce constat, mon engagement politique pour soutenir, entre autres, l'accès à la formation continue à tout âge me paraît une évidence dans la lutte pour une plus grande justice sociale.



Badia LUTHI

Résistons à l'uniformité et au nivellation par le bas !

Le quartier des Vergers commence à prendre vie ! La plupart des immeubles sont achevés ou en passe de l'être. Les espaces communs et les installations communales prennent forme. Le souhait des autorités et des nouveaux et futurs habitants est d'en faire un quartier innovateur et agréable à vivre. Une des conditions de ce nouveau *vivre-ensemble* est l'installation d'une grande variété de commerces : lorsqu'on parle de diversité et de biodiversité, on ne songe pas seulement aux produits de la terre, mais aussi à la diversité de leur distribution.

Une des pierres angulaires est le Supermarché Participatif Paysan qui est censé s'installer dans un local de la tour C3 appartenant à la coopérative des Ailes. Le SPP mise sur une connexion directe entre habitants, consommateurs, *producteurs* et artisans.

Mais voilà ! Malgré leur promesse il y a quatre ans, Migros ne veut rien lâcher et veut s'installer en *leurs* lieu et place ! Il est vrai qu'en Suisse nous vivons un cas unique dans la grande distribution des pays occidentaux. Deux grands distributeurs se partagent tout le marché à parts presque égales. Position de *duopole* qui leur permet d'imposer *leurs politiques* aux producteurs et aux consommateurs. En Suisse, on est Coop ou Migros !

A un tel point que même un commerce participatif de 670 m² dans un éco-quartier ne pourrait exister à *leurs* yeux ! Et tant pis pour tous les artisans du quartier ! Tant pis pour le souhait des habitants de pouvoir avoir un autre choix que les produits *standards* de Migros ! Tant pis pour un modèle économique alternatif, si modeste soit-il !

Je vous invite à réagir à cette politique en devenant membre du SPP. Un grand nombre d'adhérents est un argument de poids et une condition pour que ce modèle puisse voir le jour. (www.spp-vergers.ch).



Aldo ORTELLI





50% de femmes élues

au Grand Conseil genevois le 15 avril
(Meuh ouuuuuuuu, c'est possible !!!)

Chez les socialistes, nous avons la chance d'avoir toute une palette d'excellentes candidates représentant les différents courants du parti, et aussi de notre commune.

Il est très important que suffisamment de femmes soient élues et qu'elles ne quittent pas la course, par découragement, parce que c'est trop dur de concilier leurs vies, parce que règne une atmosphère misogyne très pénible à supporter.

Encourageons nos amis de droite à élire plus de femmes et ne tolérons plus de dérapages en notre présence.



Janine

Janine qui rit enfin

Ola !!! Que se passe-t-il ??? Les femmes osent parler de harcèlement sexuel ...
Il semble qu'une nouvelle génération de femmes courageuses osent le dire et le disent bien.

Elles osent dire qu'il faut les écouter quand elles parlent
Elles osent dire que ce qui est grossier est insultant
Elles osent dire que des attouchements c'est humiliant
Elles osent dire qu'elles ont parfois peur

peur des insultes
peur des coups
peur des blessures
peur d'être défigurées
peur de rester handicapées
peur d'être tuées

*Qui a envie de faire partie des statistiques des femmes assassinées
chaque année à Genève et en Suisse ?*

Et quand les femmes parlent, on leur reproche de ne pas avoir parlé plus tôt, de ne pas avoir déposé plainte, de ne pas donner de noms, et d'être habillée comme ci, de parler comme ça, de rire trop fort, de trop boire, de trop sortir (où sortent-elles ?), de rester cloîtrées chez elles, de ne pas répondre, de répondre, d'être polie, d'être agressive ...

**Bref, on ne vous demande pas de nous protéger,
on vous demande seulement de nous respecter.**